

Histoires de super-riches

Tout le monde n'a pas le plaisir de connaître Henri Houben. C'est un homme d'étude. Il poursuit une tradition qui se perd. Ne pas prendre des vessies pour des lanternes, toujours aller aux sources et vérifier par soi-même. Patiemment épilucher les données brutes et, quand l'aube arrive, dire ce qu'il en est.

Ce n'est pas dans le goût du jour où on veut tout, tout de suite: Internet est là pour cela, avec son prémâché, ses vérifications qui font plaisir.

Houben, comme disait de lui-même Jan Myrdal, un autre spécimen de l'éducation populaire en voie de disparition, peut être ainsi qualifié: il est «provisoirement un dissident de la pensée». Le mot clé, c'est «provisoirement» car il n'y a de dissidence qu'en rapport avec une époque donnée.

Dans les pages qui suivent, Houben épiluche les données du club des super-riches, la petite famille des grandes fortunes.

Au plan mondial, ils ne sont pas très nombreux. Il s'agit d'une population qui tient sans peine sur un terrain de foot. Un énième recensement, effectué par Forbes et la banque française Société Générale, se penche sur 1.200 grandes fortunes disposant au moins d'un milliard de dollars. Âge moyen en France: 74 ans. Sur le terrain de foot, ils ne feront pas des acrobaties. Ils n'ont pas dû en faire beaucoup, non plus, en France, pour devenir milliardaires: 67% des heureux élus ont reçu leur carte de membre par héritage. Merci, papa.

Et puis, amusant, car la carte mondiale des super-riches qui accompagne ce haut fait de presse (Les Échos, 26 mai 2011) indique qu'il y en a autant aux Etats-Unis (400) qu'il y en a en Chine (400 aussi, au poil près), et que l'Inde est, avec 100 milliardaires, le n°3 du classement. Il faut lire les très petites lettres de la légende pour apprendre qu'on a utilisé pour ce faire des seuils différents: il ne fallait que 500 millions de dollars pour être milliardaire en Inde, et 425 en Chine. La «science» est toujours un peu idéologique.

Les super-riches, aussi. C'est vrai aussi dans la Coopération au Développement. Récemment, sous le titre «L'émergence de l'aide privée interpelle la Coopération», l'organe suisse de l'aide aux pays du Sud (Un seul monde, n°2, juin 2011) relevait que les 25 milliardaires de 1991 sont devenus 1.011 en 2010 – et que leurs fondations caritatives, «profitant des allègements fiscaux consentis à ce type d'institution», ne cessent de se multiplier. Avec une puissance de feu politique à laquelle peu d'États peuvent prétendre.

Un Bill Gates, par exemple. Sa fondation débourse chaque année environ trois milliards de dollars pour des projets de «coopération». Là, bien sûr, on s'interroge: coopération entre qui et qui? Un seul homme, cela peut faire combien de voix dans la décision politique? Vous avez dit privatisation de la démocratie, des choix collectifs?

Sans doute touche-t-on là au problème essentiel.

Car ce qui fait problème, ce n'est pas tant qu'ils sont gigantesquement riches, ni qu'ils touchent de mirifiques "bonus" et autres "stock options", ni qu'ils ont les bobos qui vont avec, des artères encrassées par trop d'excès gastronomiques, des mains fragiles de ne jamais avoir été plongées dans le cambouis, des fréquentations factices et imbéciles, et puis le stress, le psy, le Blackberry qui couine à toute heure... Tout cela, pour le dire crûment, on s'en fout.

Ce qui fait problème est de deux ordres. D'abord, la conjonction entre cette concentration de richesses phénoménales et le dénuement croissant d'une majorité de l'humanité. Le fossé des inégalités, entre pays du Nord et pays du Sud, et à l'intérieur de tous les pays, qu'ils soient du Nord ou du Sud, peut ou doit (à chacun de se forger une opinion là-dessus) soulever la question suivante: la richesse des uns n'est-elle pas la cause de la pauvreté des autres?

Là-dessus, et c'est lié, il y a l'association intime entre pouvoir et argent. Plus on est riche, plus on a du pouvoir. Ce qui fait problème ici, c'est la question de la démocratie. La citoyenneté de l'argent, c'est la loi de la minorité. A méditer...

Erik Rydberg

Les fragments de poésie (librement traduits) enfilés dans ce numéro proviennent de l'anthologie A sauver de l'oubli (Against Oblivion) publiée en 2002, chez Viking, par le regretté Ian Hamilton, sauf la dernière citation, qui est de Robespierre (in: Textes choisis, "Les classiques du peuple", publié en 1956 aux Editions Sociales).

Qui sont les riches et pourquoi s'y intéresser?

Henri Houben, Gresea

Pour l'homme de la rue, la notion de richesse, souvent, c'est émotif. Personne n'aime être traité de pauvre. Être riche est une reconnaissance sociale. En fait, ceci perturbe gravement l'analyse des faits. Qui indiquent une très inégale répartition des revenus et des patrimoines, que ce soit au niveau des pays ou à l'échelle mondiale. Et au cœur: la question de savoir qui possède en définitive le capital des grandes entreprises privées. Vu ainsi, seule une infime minorité est «riche». Et la grande majorité de la population est indubitablement très «pauvre».

Il y a deux ans, à la même époque, les deux clans de la famille Porsche, celui autour du patriarche Ferdinand Porsche et l'autre derrière Ferdinand Piëch¹, se disputaient le contrôle du numéro un du secteur automobile en Europe, Volkswagen. L'année passée, la saga de l'été concerne la femme la plus riche de France, Liliane Bettencourt, actionnaire principal de la multinationale des cosmétiques L'Oréal.

Celle-ci - et son mari mort en 2007 - est accusée d'avoir financé la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy de plusieurs centaines de milliers d'euros. En France, légalement un particulier ne peut fournir plus de 7.500 euros à un parti. L'essentiel des revenus des partis politiques représentés au parlement provient de dotations gouvernementales. Le trésorier de l'UMP, l'organisation dont est issu l'actuel pensionnaire de l'Elysée, était, de novembre 2002 à juillet 2010, Eric Woerth. Or, celui-ci a été ministre du Budget, passant ensuite au ministère du

Travail, chargé de la réforme des pensions (qui consiste à élever l'âge à partir duquel un salarié peut prendre sa retraite).

D'après des écoutes téléphoniques privées (interdites, mais acceptées lors d'un procès), il semblerait qu'Eric Woerth aurait renvoyé l'ascenseur, en mettant de côté de possibles contrôles fiscaux sur la fortune des Bettencourt lorsqu'il était responsable du Budget. En même temps, les relations paraissent étroites entre le dirigeant politique et les propriétaires de L'Oréal. En effet, depuis 2007, Florence Woerth, l'épouse du ministre, est engagée par la société Clymène qui gère le patrimoine... des Bettencourt. Hasard ? Heureux concours de circonstances?

Demande expresse du grand argentier de l'UMP?

L'exemple - pas un cas isolé - montre bien les relations entre richesses et pouvoir de décision. L'homme politique peut être à la tête de l'appareil d'Etat. Mais il se met au service du personnage en définitive le plus important du système, le détenteur de capitaux, parce que c'est celui-ci qui dispose de la vraie richesse, celle qui ouvre presque toutes les portes, celle qui est accumulée par un petit nombre de personnes.

Les riches ne sont donc pas les ministres, les joueurs de football, les tennismen (ou women), les flambeurs du casino, les gagnants à la loterie nationale, les vedettes du cinéma ou du

Stocks et flux

Revenons sur cette différence entre stocks et flux.

Un stock, au sens économique, est l'inventaire monétaire de ce qu'une firme possède ou doit. Ce sont ses avoirs, ses actifs, son bilan. Pour un individu ou un ménage, c'est un patrimoine, une fortune (wealth en anglais). A part une usure annuelle de l'équipement (ce qu'on appelle l'amortissement), ces capitaux ne perdent pas de valeur (sauf si subitement plus personne n'en veut). En principe, à l'échange, une forme d'actif se vend contre une autre forme, sans que l'acheteur ou le vendeur n'y perde théoriquement quelque chose (sauf en cas d'arnaque). Ces avoirs peuvent être des titres financiers comme des actions, c'est-à-dire des parts de capital d'une entreprise, ou des obligations (emprunts à long terme émis par une firme ou des pouvoirs publics). Cela peut être aussi des terrains, des bâtiments, des châteaux, des îles...

Un flux est l'arrivée ou la sortie de montants monétaires durant un laps de temps (souvent une année). C'est également la différence entre deux situations de stocks, par exemple entre celle du 31 décembre 2009 et celle du 31 décembre 2010. De ce fait, un revenu (income en anglais) est un flux. Le revenu d'une action est le dividende, actuellement distribué trimestriellement par la firme à partir de ses bénéfices. Celui d'une obligation est un intérêt généralement fixé à l'avance. Pour un immeuble, en cas de location, il s'agit d'un loyer ou d'une rente...

En principe, les capitaux sont investis ou placés et donc sont censés rapporter des revenus annuels. Par exemple, un actif de 200 millions d'euros d'un rendement de 8% engendre un gain de 16 millions par an. C'est sur cette base qu'on peut étudier et classer les familles fortunées, en fonction de leurs avoirs, de leur patrimoine et de leurs revenus.

showbiz, les familles royales... Les riches, ce sont ceux qui possèdent de grandes parties de capital sous formes essentiellement de titres financiers (actions, obligations...) ou d'avoirs immobiliers (terrains, immeubles...). En même temps, ce sont eux qui tirent les plus grands revenus de ces actifs à travers le versement de dividendes ou d'intérêts, le paiement de commissions pour des services divers, la fourniture de salaires ou de gains financiers par la société qui les emploie et dont ils sont souvent les propriétaires. Sans compter les plus-values réalisables par la vente ou l'achat d'un avoir: par exemple la cession d'un champ acquis à deux cents millions d'euros pour trois cents millions. Ils sont les plus riches en termes aussi bien de fortune (analyse en stock) et de revenus (analyse en flux).

Note

1. Président du conseil d'administration de Volkswagen.

*Il y a
la
microscopique
anatomie
de
la baleine*

William Carlos William
(1883-1963)

*Je me souviens d'un cygne
sous les saules d'Oxford,

avec des pattes en feuille
d'érable, couleur

flamingo. En mission de reconnaissance tel

un navire de guerre.*

Marianne Moore (1887-1972)

Portrait de famille

Le monde des super-riches est un club sélect. N'y entre qui veut. La preuve par Rockefeller, Albert Frère, Sam Walton & Co.

Comment devient-on riche? Il est une ancienne tradition qui affirme que c'est par le labeur que les gens peuvent acquérir ce qu'ils désirent. Pourtant, en réalité, bien peu sont devenus riches à partir du travail. L'essentiel des fortunes se réalise par héritage ou par valorisation d'un capital déjà substantiel au départ. Le nombre de personnes aux ressources aisées qui se sont faites toutes seules est infime.

Selon une vieille plaisanterie, voici comment Rockefeller serait devenu riche. Le premier jour, Rockefeller a acheté une pomme un euro (ou un dollar) et l'a revendue deux euros. Le second jour, il a acquis deux pommes pour deux euros et les a recédées pour quatre euros. Le troisième jour, il a acheté quatre pommes quatre euros et les a revendues huit euros. Le quatrième jour, il rencontre la fille du banquier et l'épouse. La morale de l'histoire est que ce n'est pas le travail qui permet d'aboutir à la richesse.

En réalité, d'ailleurs, John Rockefeller (1839-1937) a construit son patrimoine à partir du monopole qu'il avait acquis sur les lignes ferroviaires qui reliaient les champs pétroliers aux grandes cités du nord-est des Etats-Unis, à la fin du XIX^{ème} siècle. Grâce à cela, il ponctionnait une partie importante des revenus de l'or noir, en pratiquant des prix élevés pour le transport. Une fois qu'il comprit le caractère crucial de l'énergie dans le développement américain, il se mit à racheter l'une après l'autre les concessions pétrolières jusqu'à former le trust¹ de la Standard Oil (dont Exxon et Chevron sont issus).

L'ampleur de cette concentration fut telle que le Congrès vota en 1890 le Sherman Act qui permet à l'Etat

fédéral américain de dissoudre une firme ayant une position trop dominante sur un marché. Pendant vingt ans, cette loi ne fut employée quasiment que contre les organisations syndicales. Ce n'est qu'en 1911 que la Standard fut elle-même soumise à la réglementation et finalement scindée en de multiples sociétés distinctes. Le descendant le plus illustre de la famille, David Rockefeller Sr., détient toujours une fortune personnelle estimée à 2,4 milliards de dollars².

Si on regarde le parcours d'Albert Frère, le symbole de l'homme parti de rien pour arriver à tout en Belgique, on observe une progression identique. Après avoir fricoté durant la guerre, il hérite de la fabrique de clous de ses parents à la fin des années 50. Il se lance, grâce à cela, dans la commercialisation de l'acier. Il obtient progressivement une position dominante pour la sidérurgie carolorégienne. Il s'installe dans les grandes sociétés du secteur comme Hainaut-Sambre, avec l'aide de Cobepa, la branche belge du holding³ français Paribas. Au moment où ces firmes frappées par la crise de 1973 connaissent de nombreuses pertes, Albert Frère prospère grâce à sa Frère-Bourgeois Commerciale qui prend une commission fixe sur chaque vente de produits sidérurgiques. En deux fois, l'Etat paiera deux milliards de francs belges pour racheter cette filiale vers 1980⁴.

Avec cet argent, il entreprend d'abord de sortir les entités belges et suisses de Paribas du périmètre de la nationalisation française de 1982⁵. Ensuite, en 1982, le groupe Bruxelles-Lambert, deuxième holding belge derrière la Société Générale, se trouve à court de fonds. Frère en prend le contrôle. Il entre dans le partage du secteur énergétique du pays (surtout Electrabel, Tractebel et Petrofina) entre groupes financiers. Au moment de l'OPA⁶ de Carlo De Benedetti sur la Société Générale en 1988, Albert Frère négocie sa neutralité en échange d'une

participation dominante au sein de Petrofina ainsi que le poste de président. En 1998, il revendra ce contrôle à Total pour devenir le premier actionnaire de celle-ci. En 2009, il détient 5,4% de la multinationale pétrolière, comme il est l'investisseur principal dans GDFSuez avec 5,2% ou dans le groupe cimentier Lafarge avec 21,1%⁷.

Sa fortune est estimée par le périodique Forbes actuellement à 3,1 milliards de dollars⁸. C'est le Belge le plus riche d'après ce classement. En réalité, si l'on compte ensemble les familles propriétaires d'Inbev, soit de Spoelberch, de Mevius et Vandamme, celles-ci disposent d'un patrimoine plus élevé: près de 20 milliards de dollars⁹.

Que ce soit John et David Rockefeller, Albert Frère, Liliane Bettencourt, les familles de Spoelberch, de Mevius ou Vandamme, ils ont tous en commun le fait d'être de puissants détenteurs de capitaux. Leur fortune consiste essentiellement en la possession de titres de grandes entreprises qui se sont valorisées avec le temps, grâce au travail de milliers de salariés. Pour certains, il s'agit d'un pur héritage. Mais, pour les plus actifs comme John Rockefeller ou Albert Frère, est-ce bien du travail? Marchandages, rapports de forces, entregent, créativité financière, jeux de pouvoir, certes, mais du travail?

Le hit-parade du porte-monnaie

Ils ne sont pas les seuls. Chaque année, le périodique américain Forbes effectue le classement mondial des individus qui disposent d'une fortune de plus d'un milliard de dollars. Ils étaient en 2011, 1.011 dans ce cas. Cela permet de tracer le tableau suivant (tableau 1), limité aux 20 personnes les plus riches.

**Tableau 1. Classement des 20 plus grandes fortunes mondiales début 2011
(en milliards de dollars)**

	Nom	Age	Pays	Secteur	Source de la fortune	Montant
1	Carlos Slim Helu	71	Mexique	Télécoms	Telmex	74,0
2	William Gates	55	Etats-Unis	Software	Microsoft	56,0
3	Warren Buffett	80	Etats-Unis	Finance	Berkshire Hathaway	50,0
4	Bernard Arnault	62	France	Luxe	LVHM	41,0
5	Lawrence Ellison	66	Etats-Unis	Software	Oracle	39,5
6	Lakshmi Mittal	60	Inde	Sidérurgie	ArcelorMittal	31,1
7	Amancio Ortega	75	Espagne	Habillement	Zara	31,0
8	Eike Batista	54	Brésil	Mines	Vale (CVRD)	30,0
9	Mukesh Ambani	54	Inde	Pétrole	Reliance Industries	27,0
10	Christy Walton	56	Etats-Unis	Distribution	Wal-Mart	26,5
11	Li Ka-shing	82	Hong-Kong	Divers	Cheung Kong Group	26,0
12	Karl Albrecht	91	Allemagne	Distribution	Aldi	25,5
13	Stefan Persson	63	Suède	Habillement	Hennes & Mauritz (H&M)	24,5
14	Vladimir Lisin	55	Russie	Sidérurgie	Novolipetsk Steel	24,0
15	Liliane Bettencourt	88	France	Cosmétiques	L'Oréal	23,5
16	Sheldon Adelson	77	Etats-Unis	Casino	Las Vegas Sands	23,3
17	David Thomson	53	Canada	Média	Thomson Corporation	23,0
18	Charles Koch	75	Etats-Unis	Divers	Koch Industries	22,0
19	David Koch	71	Etats-Unis	Divers	Koch Industries	22,0
20	Jim Walton	63	Etats-Unis	Distribution	Wal-Mart	21,3

Source: Forbes, « The World's Billionaires », 9 mars 2011 : <http://www.forbes.com/wealth/billionaires/list>.

On a ajouté le secteur essentiel dans lequel ils sont actifs, ainsi que la principale source de valorisation de leur patrimoine. Le montant cumulé des avoirs de ces 20 personnes se chiffre à 641,2 milliards de dollars. Pour donner une idée de l'ampleur de cette somme, il faut la comparer avec le Produit intérieur brut (PIB) de l'Indonésie (232 millions d'habitants) estimé à 706,7 milliards de dollars¹⁰.

Le classement est établi par personne (et la famille proche). Mais certains clans se sont formés depuis des décennies. Le tableau 2 reprend les dix principales familles regroupées, en n'additionnant que les montants des fortunes retrouvées et estimées dans la collecte d'informations effectuées par Forbes.

**Tableau 2. Classement des grandes fortunes mondiales par famille
début 2011 (en milliards de dollars)**

Famille	Pays	Secteur	Source de la fortune	Montant
Walton	Etats-Unis	Distribution	Wal-Mart	96,2
Koch	Etats-Unis	Divers	Koch Industries	47,5
Albrecht	Allemagne	Distribution	Aldi	39,9
Ambani	Inde	Pétrole	Reliance Industries	35,8
Quandt	Allemagne	Automobile	BMW	35,1
Mars	Etats-Unis	Alimentation	Mars	30,0
Persson	Suède	Habillement	Hennes & Mauritz (H&M)	27,9
Cargill-MacMillan	Etats-Unis	Céréales	Cargill	26,0
Rausing	Suède	Emballage	Tetra Pak	24,0
Pritzker	Etats-Unis	Hôtels	Hyatt	19,0

Source : Voir tableau précédent.

On voit ainsi que l'entité la plus riche demeure les descendants du fondateur de Wal-Mart, Sam Walton, dé-

cedé en 1992. Ensemble, ils pèsent 96,2 milliards de dollars contre 74 milliards pour Carlos Slim Helu. On trouve également dans ce tableau la famille Koch (David et Charles) qui finance tout le mouvement conservateur et de droite extrême aux Etats-Unis (comme la Heritage Foundation¹¹ notamment). De même, nous avons les Mars et les Cargill, géants de l'alimentation dont le contrôle est jalousement conservé par les parents des entrepreneurs pionniers. Il en irait de même pour les Ford, si la dispersion n'était trop forte et ne permettait pas de calculer l'actuel patrimoine de l'ensemble à travers toutes les branches familiales¹².

Mais Forbes n'est pas la seule source. Ainsi, d'après le périodique français Challenges, Gérard Mulliez, l'actionnaire principal du groupe de distribution Auchan, disposerait d'une fortune de 25,2 milliards de dollars¹³. De même, les Porsche, certes divisés, détiennent un patrimoine de 6,5 milliards

de dollars, selon Manager Magazin¹⁴. Mais la bataille pour le contrôle de

Volkswagen leur a fait perdre quelque 16 milliards, car en 2009 ils possédaient 22 milliards et auraient fait bonne figure dans le tableau ci-dessus.

Toutes ces personnalités ont acquis leur fortune à partir de l'activité d'une ou plusieurs sociétés transnationales. Parmi les 1.210 familles représentées dans le classement de Forbes, peu proviennent d'un autre milieu ou d'une autre origine. Et même souvent ceux qui ont commencé autrement conservent leurs avoirs sous forme d'investissements financiers ou immobiliers. Il en est ainsi des réalisateurs de cinéma comme Steven Spielberg ou George Lucas dont les actifs étaient évalués à quelque 3 milliards de dollars.

Ou la présentatrice de télévision afro-américaine Oprah Winfrey dont le patrimoine s'élève à 2,7 milliards de dollars. En 2009, elle a gagné 315 millions de dollars¹⁵. C'est infiniment plus que David Beckham et Cristiano Ronaldo, qui, avec respectivement 44 et 36 millions de dollars, sont les deux footballeurs les mieux rémunérés au monde¹⁶. En revanche, Lawrence Ellison, patron et fondateur de la firme de services informatiques et cinquième fortune mondiale (voir tableau 1), a gagné, en 2008, une bagatelle de 557 millions de dollars (dont 543 millions de gains en capital). Et Stephen Schwarzman, à la tête du private equity fund¹⁷ Blackstone, aurait ramassé 702 milliards de dollars¹⁸. Sa fortune personnelle s'élève maintenant à 5,9 milliards de dollars.

Le patrimoine global des 1.210 personnes qui détiennent des avoirs de plus d'un milliard de dollars s'élève à 4.500 milliards de dollars. L'équivalent n'est plus l'Afrique subsaharienne dont le PIB peine à dépasser les 1.000 milliards de dollars. C'est l'Amérique latine (y compris le Mexique). Un continent de 580 millions d'habitants!

Notes

1. Un trust est une grande entreprise qui a acquis une position dominante dans un ou plusieurs secteurs, notamment en rachetant des concurrents de sorte à concentrer le marché.

2. Forbes, « The World's Billionaires », 9 mars 2011 : <http://www.forbes.com/wealth/billionaires/list>.

3. Un holding est une société financière dont le but est de prendre des participations dans d'autres firmes, voire de les contrôler et d'en tirer bénéfice.

4. Cela représente environ 110 millions d'euros aux prix actuels.

5. En 1982, à Paris, le gouvernement de gauche, fraîchement élu, décide d'étatiser les principaux holdings et groupes dont Paribas. Les filiales étrangères subissent le même sort si elles appartiennent à la maison mère pour plus de 50% du capital. Pour éviter cette procédure, le PDG du holding, Pierre Moussa, Albert Frère et Paul Desmarais, un investisseur canadien, organisent un contrôle alternatif de ces entités afin d'abaisser la participation de Paribas sous les 50%.

6. Offre publique d'achat, qui consiste à racheter les actions d'une firme cotée en Bourse à un prix déterminé.

7. A travers ses holdings du groupe Bruxelles-Lambert et de la Compagnie nationale à portefeuille (CNP).

8. Forbes, « The World's Billionaires », 9 mars 2011 : <http://www.forbes.com/wealth/billionaires/list>.

9. 13,76 milliards d'euros. Voir Marco Van Hees, « Le guide du richard (5) - Famille de Spoelberch » : <http://www.frerealbert.be/fortunes/de-spoelberch/le-guide-du-richard-5-famille-de-spoelberch/>.

10. Le PIB est la richesse (dans le sens activité) marchande et monétaire créée durant un an dans un pays. Source : FMI, World Economic Outlook, avril 2011.

11. Think tank, c'est-à-dire « boîte à idées », extrêmement influent, ayant contribué à l'élection des présidents très conservateurs comme Reagan et Bush fils.

12. Seul le frère d'Henry Ford II, petit-fils du fondateur, William Ford Sr., se retrouve dans ce classement, avec un patrimoine de 1,2 milliard de dollars. Son propre fils, William Ford Jr., est président exécutif de la multinationale automobile.

13. Challenges, « Les plus grandes fortunes » (de France), 2010 : <http://www.challenges.fr/classements/fortune.php?cible=441>. Soit 19 milliards d'euros au cours de 1,4332 dollar par euro.

14. Bloomberg, 6 octobre 2009 : <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aEPG3KXDZGoc>.

15. Forbes, 28 juin 2010 : http://www.forbes.com/lists/2010/53/celeb-100-10_Oprah-Winfrey_002T.html.

16. Selon une autre source, Lionel Messi, l'attaquant argentin du FC Barcelone, gagnerait annuellement quelque 40 millions. Mais on reste au même niveau.

17. Un private equity fund est une société privée, composée d'un nombre limité d'actionnaires apportant une contribution minimale, dont l'objet est généralement l'achat et la vente d'autres firmes.

18. Fortune, « The top 10 highest paid CEOs are... », 29 août 2009 : http://money.cnn.com/2009/08/14/news/companies/highest_paid_ceos/index.htm.

La pensée claire est la quintessence de la vie humaine,

A la fin son pouvoir acide désintègrera

Toute la force et le flou des passions et prétentions courantes

Hugh Mac Diarmid (1892-1978)

Le "World Wealth Report": Big est Beautiful

Le WWR, à ne pas confondre avec le WWF, c'est le photomaton des super-riches. Chiffré. Il montre qui monte et qui descend.

Si Forbes donne une vision individualisée du monde des capitaux, deux sociétés de services aux entreprises, Merrill Lynch et CapGemini, établissent depuis 1996 un rapport annuel (voir encadré) du nombre de familles qui disposent d'un patrimoine financier (liquidités et titres uniquement) de plus d'un million de dollars, ainsi que du montant cumulé qu'elles possèdent.

Voilà qui permet d'établir le tableau suivant (tableau 3). D'où une analyse plus globale.

Le "World Wealth Report"

Depuis 1996, deux sociétés de services impliquées dans la gestion des fortunes, CapGemini et Merrill Lynch, publient annuellement, fin juin, un rapport intitulé le World Wealth Report (littéralement le rapport sur le patrimoine mondial). Il évalue à la fois le nombre de familles disposant d'une fortune financière (c'est-à-dire sans les propriétés immobilières) de plus d'un million de dollars et leurs avoirs cumulés. Ce tableau est réalisé à partir de données fournies par 77 pays - les plus importants dans le monde - sur le patrimoine et sur la répartition de celui-ci entre les ménages. Le rapport 2010 est ainsi le 14ème du genre.

CapGemini est une firme européenne créée à Grenoble en 1967 par Serge Kampf. Basée sur les services informatiques aux entreprises,

elle acquiert en 2000 la filiale de conseils d'Ernst & Young, un des quatre grands bureaux d'audit mondiaux. Serge Kampf dispose d'une fortune personnelle de 230 millions d'euros (305 millions de dollars). Il fait donc partie des personnes analysées dans le World Wealth Report.

Merrill Lynch est une des grandes banques d'investissement américaines. Contrairement aux banques commerciales qui collectent massivement les dépôts de clients divers, Merrill se spécialise dans les opérations boursières et dans la gestion des fonds privés richement dotés. Durement affectée par la crise des subprimes¹, Merrill Lynch a été rachetée en septembre 2008 par Bank of America, un des géants bancaires. Mais elle continue à opérer de façon séparée dans le groupe.

	Patrimoine (en milliards de dollars)	Nombre (en millions)	Patrimoine moyen (en milliers de dollars)
1986	7.200		
1996	16.600	4,5	3.689
1997	19.100	5,2	3.673
1998	21.600	5,9	3.661
1999	25.500	7,0	3.643
2000	27.000	7,0	3.857
2001	26.200	7,1	3.690
2002	26.700	7,3	3.658
2003	28.500	7,7	3.701
2004	30.700	8,2	3.744
2005	33.400	8,8	3.795
2006	37.200	9,5	3.916
2007	40.700	10,1	4.030
2008	32.800	8,6	3.814
2009	39.000	10,0	3.900

Tableau 3. Evolution du patrimoine cumulé et du nombre de ménages disposant d'une fortune financière de plus d'un million de dollars dans le monde 1986-2009

Source: Merrill Lynch et CapGemini, World Wealth Report 2010, p.5 : http://www.us.capgemini.com/DownloadLibrary/files/Capgemini_WWR2010.pdf. Et rapports précédents.

Note : La troisième colonne est la division de la première par la seconde.

Il y a une progression en nombre et en avoirs depuis les premières données recensées en 1986 jusqu'en 2000. Entre 1996 et 2000, la fortune augmente de 63%. Il est vrai que ceci s'accompagne d'une hausse du nombre de ménages concernés. C'est pourquoi la dernière colonne relativise cet essor, limité à 5% sur la période. Ensuite, la crise boursière de 2000-2001 affecte les détenteurs de capitaux. Mais, dès l'année suivante, cela repart. Entre 2002 et 2007, le patrimoine total s'accroît de 52%. De nouveau avec une montée du nombre des familles, moins forte que la précédente. La fortune moyenne par ménage grimpe cette fois de 10%.

La récession qui démarre avec les subprimes en 2007 est plus profonde, plus généralisée que les précédentes. Il ne s'agit plus d'un léger ralentissement. Elle occasionne une baisse du patrimoine global de 20% en 2008, une réduction du nombre de personnes dépassant le seuil du million de 15% et une diminution de la richesse moyenne de 5%. Le rattrapage de 2009 n'a pas encore permis de retrouver les niveaux records de 2007.

Pour fournir un point de repère à cette avancée de la fortune financière mondiale, nous avons dressé la courbe de progression du patrimoine cumulé avec celle du PIB mondial. C'est l'objet du graphique suivant (graphique 1), en prenant comme point de départ 1996 (1996 = 100).

Observons les quatre mêmes périodes que dans le tableau 3. D'abord, une avancée du patrimoine des « riches » plus rapide que le PIB mondial, celui-ci étant affecté par la crise asiatique de 1997-1998. Au moment du krach des valeurs technologiques en 2000-2001, par contre, les milieux aisés sont davantage touchés. Ils perdent une partie de leurs avoirs, alors que la production se tasse. A partir de 2002 jusqu'en 2007, l'évolution semble parallèle, la hausse de la fortune accompagne celle aussi rapide des pays dits émergents (Chine, Inde, Brésil...). Mais la crise affecte directement les détenteurs de capitaux qui voient leurs actifs chuter dès 2008, alors que le PIB continue sur sa lancée. En 2009, c'est l'activité économique qui est affectée, alors que les familles favorisées récupèrent une partie de leurs pertes précédentes.

Au total, sur l'ensemble de la période, le patrimoine financier a crû d'une façon quelque peu plus importante que le PIB mondial. En 2009, il s'établit au niveau de 235 points contre 191 pour ce dernier.

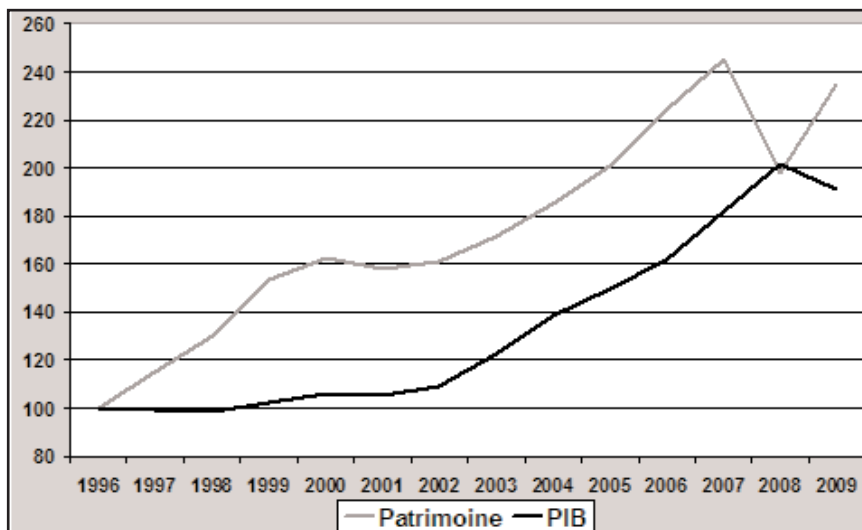
Cette évolution suit de près la courbe de progression des différentes Bourses mondiales, qui peut être retracée à partir des données sur la capitalisation boursière. Il s'agit pour chaque société cotée de multiplier le nombre d'actions émises par le cours relevé à une date précise (par exemple le 31 décembre 2010). En additionnant le résultat obtenu pour chaque firme d'une place financière, on obtient sa capitalisation boursière et, en prenant la somme de toutes les Bourses, on parvient à un chiffre mondial. Cela représente, à un moment donné, le capital en jeu sur ces places. Cela intéresse très fortement les détenteurs de capitaux, car en tant que possesseurs de titres, ils disposent directement ou indirectement d'une partie de cette somme globale. Si elle s'élève ou régresse, cela va se répercuter sur le patrimoine des plus riches.

Comme souvent, nous avons repris comme point de comparaison le PIB mondial sur la période depuis 1985. On aboutit au graphique 2.

De nouveau, nous retrouvons les quatre périodes relevées ci-dessus : entre 1992 et 2000, une forte croissance, nettement plus élevée que la production mondiale ; une chute accentuée au moment du krach de 2000-2001 ; un redressement vigoureux entre 2003 et 2007 ; pour finir avec la crise des subprimes qui affecte la Bourse dès 2008 et l'économie mondiale en 2009. La corrélation entre l'évolution boursière et le patrimoine des ménages fortunés est étroite.

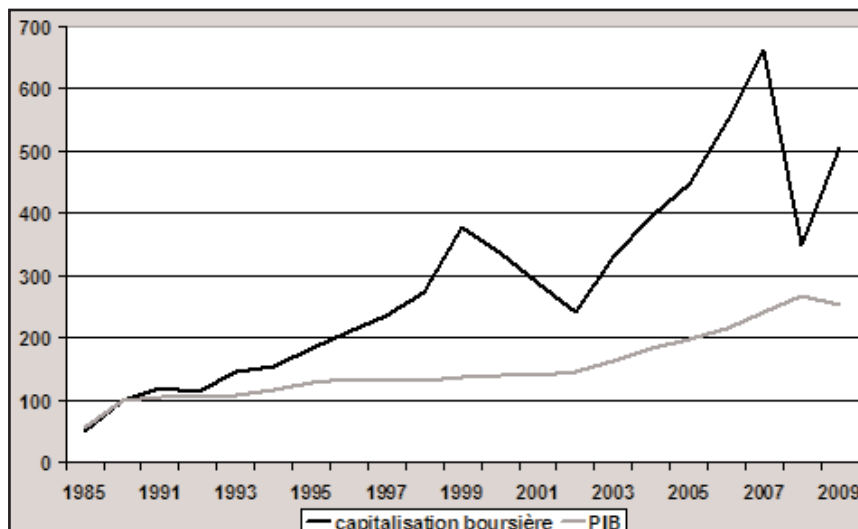
Il n'est pas inintéressant de suivre aussi l'évolution des parts de chaque région dans ce montant total, de sorte à voir qui profite davantage de cette montée des avoirs financiers. C'est ce qu'on retrouve dans le graphique 3.

Graphique 1. Evolution comparée des gens fortunés et du PIB mondial 1996-2009 (1996=100)



Source : Calculs sur base de Merrill Lynch et CapGemini, World Wealth Report 2010, p.5 : http://www.us.capgemini.com/DownloadLibrary/files/Capgemini_WWR2010.pdf. FMI, World Economic Outlook, avril 2010, pour le PIB mondial.

Graphique 2. Evolution comparée de la capitalisation boursière et du PIB dans le monde 1985-2009 (1990=100)



Source : Calculs sur base de World Federation of Exchanges, Domestic Market Capitalization, différentes années. FMI, World Economic Outlook, avril 2010, pour le PIB mondial.

Les Nord-Américains sont clairement les plus importants dans ce classement, avec une part oscillant entre 26 et 32%. Néanmoins, la tendance est nettement à la baisse, avec des moments de redressement. Une première fois, ceci arrive à la fin des années 90. La crise asiatique avantage les Etats-Unis et les millionnaires qui y résident...

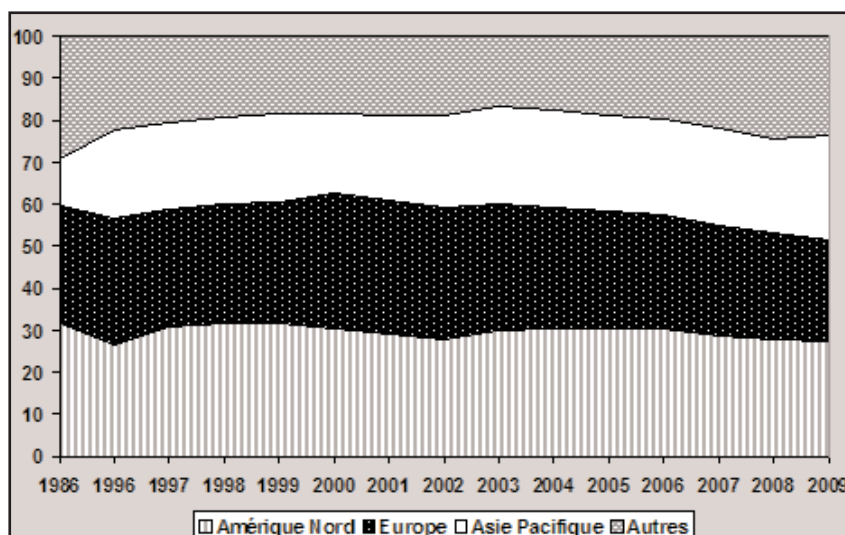
jusqu'au krach boursier de 2000. Ils obtiennent leur niveau relatif le plus élevé en 1998 avec une part de 31,9%. Une seconde fois, entre 2003 et 2006, ils représentent plus de 30% du patrimoine financier. Mais, dès 2007, leurs avoirs stagnent et leur part régresse jusqu'à 27,4% en 2009.

Leurs concurrents les plus proches sont les Européens. Ceux-ci ont une part qui avoisine les 30%. Ils obtiennent leur meilleur score en 2000 avec 32,2%, profitant de la baisse américaine. Mais la suite est constituée par un lent et régulier déclin. En 2009, ils ne représentent plus que 24,3%. On peut mettre cette évolution en perspective avec celle de la région Asie de l'Est et Pacifique. N'assurant que 11% en 1986, cette zone dépasse les 20% dès 1996. Elle reste légèrement supérieure à ce niveau par la suite pour atteindre les 24,8% en 2009 et dépasser pour la première fois le continent européen.

Quant aux autres, constitués par l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Amérique latine, ils partent d'une part importante au milieu des années 80, sans doute propulsée par les avoirs pétroliers des grands pays exportateurs d'or noir. Ensuite, ils reviennent en dessous des 20% à partir de 1998. Ils sont au point le plus bas en 2003 avec 16,8%, mais se redressent nettement par la suite pour parvenir à plus de 24% en 2008. Le pétrole y est pour beaucoup. Mais, en Amérique latine, émerge une série de magnats qui investissent dans de nombreux secteurs. Il n'est pas étonnant de retrouver à la tête du classement de Forbes un Mexicain (d'origine libanaise).

Cette évolution se constate de façon similaire dans la part des différentes régions dans la capitalisation boursière mondiale. C'est ce que montre le tableau 4.

Graphique 3. Répartition par région du patrimoine financier des ménages riches 1996-2009 (en %)



Source : Calculs sur base de Merrill Lynch et CapGemini, World Wealth Report 2010, p.5 : http://www.us.capgemini.com/DownloadLibrary/files/Capgemini_WWR2010.pdf.

Tableau 4. Part des différentes régions dans la capitalisation boursière mondiale 1985-2009 (en %)

	1985	1990	2000	2009
USA	50,1	32,9	47,8	31,6
Autres pays riches	45,7	59,8	42,7	37,5
Tiers monde	4,2	7,3	9,6	30,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Calculs sur base de World Federation of Exchanges, Domestic Market Capitalization, différentes années.

Les Etats-Unis, qui représentent la moitié de l'argent placé en Bourse dans le monde en 1985, voient leur part diminuer avec le temps. On observe juste un redressement à la fin des années 90 qui permet à Wall Street, au NASDAQ², de récolter de nouveau plus de 50% investis sur les places financières en 2001. Cela ne dure pas. Dès 2005, la part est redescendue à 41%, puis un peu moins de 32% en 2009. Les autres pays capitalistes avancés (Europe, Japon, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande) connaissent leur apogée en 1990, puis subissent un lent déclin inexorable. Dans un premier temps, c'est au profit des Bourses américaines; dans un second, à l'avantage des places du reste du monde. Celles-ci progressent une première fois au début des années 90, puis refluent avec la crise asiatique. Il faut préciser que les principales Bourses d'Asie de l'Est assurent les deux tiers de la capitalisation boursière du reste du monde. Ensuite, l'essor semble inévitable, surtout après 2004.

Ainsi, on peut constater une plus grande hétérogénéité dans l'origine des familles fortunées, symptôme d'une plus grande multipolarité de l'économie mondiale. Dès lors, ou bien les riches des pays capitalistes traditionnels vont devenir petit à petit minoritaires dans le lot, ou bien ils vont de plus en plus investir dans ces zones à forte croissance potentielle. C'est cette seconde solution d'ailleurs que les auteurs du rapport «World Wealth Report 2010» pronostiquent : en 2011, les Américains fortunés ne devraient plus conserver que 68% de leur patri-

moine dans leur propre région (et 11% en Europe) contre 81% en 2008; et les Européens qui placent en 2009 59% de leurs avoirs sur leur continent (et 21% en Amérique du Nord) devraient réduire cette proportion à 48% en 2011³.

Notes

- 1. Les prêts immobiliers à des familles qui n'avaient pas les moyens de les rembourser.
- 2. La Bourse américaine des valeurs technologiques, c'est-à-dire des sociétés qui investissent dans les nouveaux secteurs (informatique, software, biotechnologie...). NASDAQ signifie National Association of Securities Dealers Automated Quotations, soit cotations automatisées de l'association nationale des agents de change.
- 3. Merrill Lynch et CapGemini, World Wealth Report 2010, p.19 : http://www.us.capgemini.com/DownloadLibrary/files/Capgemini_WWR2010.pdf.

Ils menacent
De me laisser passer au ciel
Sans étoile et sans père, une eau sombre.
Sylvia Plath (1932-1963)

C'est ce profond vide est la réelle chose étrange.
Au plus il vous arrive des choses, au plus vous ne pouvez
Dire ou même vous souvenir ce qu'elles étaient.
William Empson (1906-1984)

Le modèle américain: 1% au top, 90% en bas

Une analyse fine du patrimoine des super-riches montre ce que intuitivement, on devinait. Ils forment une (minuscule) classe à part. Et la source de leurs richesses, leurs revenus: pas le travail, mais les gains financiers.

Dans ce chapitre notre interrogation porte sur l'inégale distribution de la richesse et sur sa relation avec la détention des capitaux. Nous avons parcouru la situation des avoirs: qui les possède? Nous avons vu que c'était essentiellement ceux qui vivent comme dirigeant d'entreprise ou comme investisseur capitaliste et non les vedettes de cinéma ou du sport. Encore moins les hommes politiques. Analysons maintenant la distribution en tant que telle. Pour cela, nous sommes obligés de nous plonger dans un pays particulier, qui, de préférence, publie ce genre de statistiques. Il n'y en a pas tellement. Mais, heureusement, parmi eux, les Etats-Unis, la première puissance économique mondiale et à l'origine du plus grand nombre de millionnaires.

Tous les trois ans, en effet, depuis 1989, la Federal Reserve, la banque centrale américaine, publie le Survey of Consumer Finance qui retrace la situation et la distribution du patrimoine parmi la population. Elle établit une répartition jusqu'au pour-cent le plus riche du pays. Et ce, pour une valeur nette, c'est-à-dire actifs moins dettes engagées. De la sorte, celui qui a acquis une maison hypothéquée ne possède pas l'équivalent monétaire de l'immeuble, mais uniquement ce qu'il a mis lui-même comme fonds dans celui-ci.

Par ici la photo

Seulement, le rapport ainsi constitué calcule parmi les avoirs des biens comme les voitures qui sont davantage de l'ordre de la consommation courante que de la fortune. C'est pour-

quoi nous utiliserons les données retenues par le professeur d'économie de l'université de New York, Edward Wolff. Celui-ci ôte non seulement les automobiles et autres biens durables mais également ce qui est constitué par les futurs avantages en matière d'épargne, intitulés parfois la «richesse de sécurité sociale» (social security wealth), ainsi que les avantages sur les retraites accordés par les fonds privés (et repris par le Survey of Consumer Finance).

Il aboutit aussi à un patrimoine net à partir de la différence entre avoirs et engagements (passif), obtenus de cette façon: «Les actifs totaux sont définis comme la somme de: 1. la valeur brute des maisons habitées soi-même; 2. les autres avoirs immobiliers détenus par la famille; 3. les liquidités en possession et en dépôts; 4. les dépôts à terme et les comptes d'épargne; 5. les obligations d'Etat, d'entreprises, y compris étrangères, et autres titres financiers; 6. la valeur de rachat des plans d'assurance vie; 7. la valeur de rachat des plans de retraite, y compris les 401(k); 8. les actions dans les firmes et les fonds communs de placement; 9. les avoirs dans les affaires commerciales non constituées en société; 10. les actifs dans les fonds d'investissement. Les passifs totaux sont l'addition de: 1. la dette hypothécaire; 2. la dette de consommation, y compris les crédits automobiles; et 3. les autres dettes»¹. L'estimation établie sur cette base nous semble plus correcte.

Il parvient ainsi à une évaluation sur le long terme, puisque la première enquête date de 1962. Ensuite, il y en a eu une en 1983 et, depuis 1989, elle est réalisée tous les trois ans. Nous avons ajouté les autres dates, notamment pour le graphique 4, pour avoir une progression plus détaillée par période. Les montants obtenus ont été calculés sur base de l'évolution de la richesse effectuée par d'autres, en particulier pour les années 70, et adaptés aux chiffres d'Edward Wolff. La figure perd

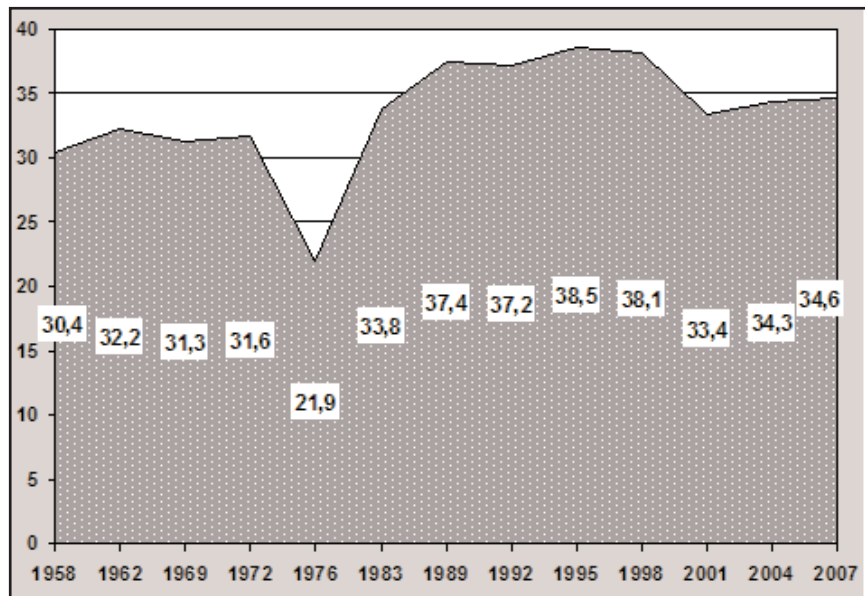
certes en exactitude, mais gagne en continuité. D'un autre côté, vu le degré de fiabilité toute relative d'enquêtes effectuées pour des biens et titres qui font l'objet parfois de fraude ou d'évasion fiscale, surtout parmi les milieux les plus aisés, l'intérêt de la présentation réside plutôt dans son caractère général et non dans sa précision.

Nous parvenons au graphique 4 qui retrace une estimation du pourcentage du patrimoine net américain détenu par le pour-cent le plus riche aux Etats-Unis depuis 1958. Cette population outre-Atlantique évolue de 175 millions en 1958 à 302 millions en 2007 et un pour-cent correspond donc à un nombre variant de 1,75 million à 3 millions.

On remarquera quatre périodes distinctes. D'abord, dans les années 60, la part est relativement stable à un niveau légèrement supérieur aux 30%. Ensuite, la crise de 1973 affecte lourdement les avoirs des plus riches. Ce qui justifie aux yeux de ceux-ci le changement de politique et, avec l'arrivée de Reagan (mais en fait déjà entamé à la fin des années 70), l'avènement de ce qu'on a appelé le néolibéralisme. Déréglementation financière, avantages fiscaux pour les entreprises et les classes aisées, suppression de certaines dépenses sociales, priorité à la rentabilité et au rendement financier... tout cela favorise la restauration des actifs des plus fortunés.

Non seulement les niveaux des années 60 sont rattrapés, mais bien vite dépassés. Et cela continue sous les législatures du Démocrate Bill Clinton (1993-2001), puisque les niveaux les plus importants sont obtenus en 1995 et 1998, avec plus de 38%. C'est la troisième période. Cet Eden patrimonial ne pouvait durer. Il engendre inévitablement des crises et des krachs. Celui qui touche les Etats-Unis à partir de mars 2000 réduit le pourcentage à 33%, puisque les plus riches détiennent sur-

Graphique 4. Part du pour-cent le plus riche dans le patrimoine des Etats-Unis (en %)



Source : Edward Wolff, « Estimates of Household Wealth Inequality in the US 1962-1983 », *Review of Income and Wealth*, n°3, septembre 1987, Edward Wolff, « Trends in Household Wealth in the United States 1962-83 and 1983-89 », *Review of Income and Wealth*, n°2, juin 1994, Edward Wolff, « Recent Trends in Wealth Ownership », Jerome Levy Economics Institute, Working Paper n°300, avril 2000, <http://www.levy.org/pubs/wp300.pdf>, Edward Wolff, « Recent Trends in Household Wealth in the United States : Rising Debt and the Middle-Class Squeeze », Jerome Levy Economics Institute, Working Paper n°502, juin 2007, http://www.levy.org/pubs/wp_502.pdf, et Edward Wolff, « Recent Trends in Household Wealth in the United States: Rising Debt and the Middle-Class Squeeze—An Update to 2007 », Jerome Levy Economics Institute, Working Paper n°589, mars 2010 : http://www.levyinstitute.org/files/download.php?file=wp_589.pdf&pubid=1235.

tout leurs avoirs sous forme de titres. On voit que le gouvernement Bush va tenter de restaurer de nouveau les actifs des milieux privilégiés. D'où une légère remontée de la part entre 34 et 35%. Mais, comme une partie du redressement passe par le marché immobilier et que la possession d'une maison est l'avoir le plus équitablement distribué, cela profite également aux autres catégories sociales. Jusqu'à ce que la crise des subprimes anéantisse pour beaucoup le rêve d'engranger un peu d'actifs.

Edward Wolff estime également l'effet de l'actuelle récession sur la part des plus riches. Il en vient à la conclusion que celle-ci n'a sans doute pas diminué. En effet, les valeurs immobilières ont nettement baissé. Le marché boursier, comme l'indique le graphique 2, s'est effondré en 2008, mais a repris du poil de la bête l'année suivante. Comme l'habitation forme l'essentiel des avoirs de la majorité de la popula-

tion, Edward Wolff pense que la part du pour-cent le plus fortuné a grimpé à 37,1% du patrimoine américain à la mi-2009².

Grand angle

A partir de ces évaluations, on peut également dresser la distribution globale des actifs nets. Même si Edward Wolff donne des évaluations plus fines, nous nous sommes limités à trois catégories pour la clarté de la présentation: le pour-cent le plus riche, les neuf pour-cent suivants et puis le reste des ménages (soit 90%). On aboutit au graphique 5.

Le graphique, quoique plus complet, est plus compliqué à interpréter que le précédent. C'est pourquoi nous avons opté pour le mettre en second lieu. L'évolution du pour-cent le plus riche suit la courbe présentée dans le graphique 4. Sa tendance est moins facilement décelable, car elle est davantage comprimée. Les neuf pour-

cent suivants sont les grands gagnants de la dernière période, à partir de la fin des années 90. En effet, la part est quasi stabilisée à 33-34% jusqu'en 1998. Ensuite, elle passe subitement à 38% en 2001 et reste à ce niveau depuis lors. Enfin, conséquence logique de l'analyse ci-dessus, le patrimoine de la majorité de la population se réduit avec le temps. Globalement, elle passe de 35% en 1962 à 29% en 1989. Elle demeure à ce stade jusqu'en 2004, puis elle se réduit à 27% en 2007. On peut penser qu'avec la crise des subprimes, elle diminue encore.

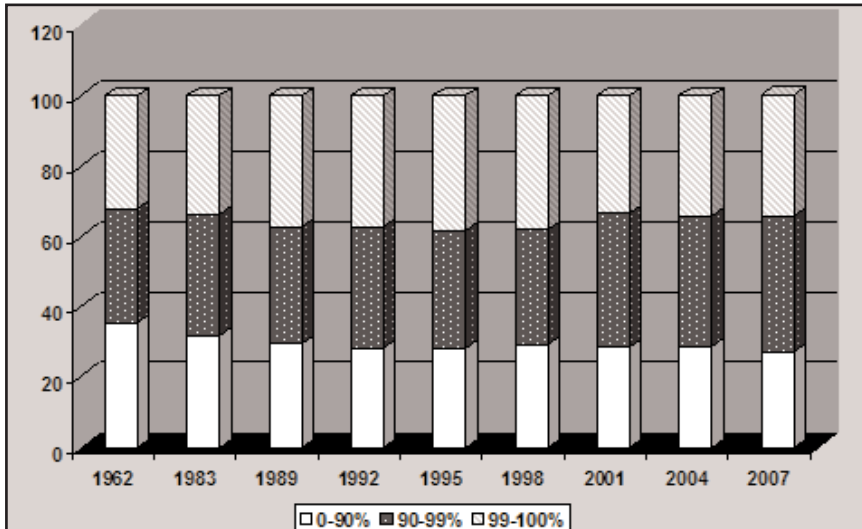
Le tableau général de la distribution de la fortune établit donc, en conclusion, la règle des trois tiers: un tiers pour le pour-cent le plus riche, un tiers pour les neuf pour-cent suivants et un tiers pour les 90% restants de la population. Sauf que... avec le temps les premiers tentent d'obtenir toujours davantage et donc d'accroître ce qu'il leur revient, les seconds profitent de cette situation pour gagner aussi davantage et résultat : la majorité détient de moins en moins. Et il faut ajouter que 40%, les plus pauvres, ont une valeur des avoirs nets proche de zéro³: soit ils ne possèdent rien du tout, soit ils ont une maison tellement hypothéquée que les dettes mangent presque totalement leurs actifs.

Pelures d'oignon

Bref, la distribution patrimoniale est très fortement inégalitaire. Bien plus que celle des revenus. Ainsi, le coefficient Gini⁴, qui établit un calcul de la répartition des richesses (le niveau 0 étant celui où tout le monde dispose des mêmes revenus ou avoirs, le niveau 1 celui où une personne possède tout et les autres rien), s'établit en 2007 à 0,463 pour les revenus⁵, mais à 0,834 pour la fortune⁶. Les deux sont en forte augmentation, puisque le ratio ne s'élevait qu'à 0,394 en 1970 pour les revenus et à 0,799 en 1983 pour le patrimoine.

Reste à montrer ce que nous avons affirmé jusqu'ici, à savoir que les actifs des plus riches se trouvent surtout investis en titres financiers. C'est l'objet du tableau 5.

Graphique 5. Evolution des avoirs nets de la population américaine, répartition en niveaux de richesse 1962-2007 (en %)



Source : Voir tableau précédent.

Tableau 5. Répartition de certains actifs entre les différentes catégories de fortune aux Etats-Unis en 2007 (en %)

	0-90%	90-99%	99-100%	Total
Actions	18,8	42,9	38,3	100,0
Business en propre	6,7	30,9	62,4	100,0
Immeubles non occupés soi-même	23,1	48,6	28,3	100,0
Dettes totales	73,4	21,3	5,4	100,0

Source : Edward Wolff, « Recent Trends in Household Wealth in the United States: Rising Debt and the Middle-Class Squeeze—An Update to 2007 », Jerome Levy Economics Institute, Working Paper n°589, mars 2010, p.51 : http://www.levyinstitute.org/files/download.php?file=wp_589.pdf&pubid=1235.

Nous n'avons pas repris l'ensemble des avoirs et des dettes. Nous avons choisi certaines catégories symptomatiques. On voit qu'environ 40% des titres de propriété du capital détenus directement ou indirectement (à travers des fonds de pension, de placement et autres) sont détenus par le pourcentage le plus riche. Et plus de 80% sont aux mains de 10% de la population. On observe ici les limites d'un capitalisme populaire où tout le monde serait actionnaire. Même si aux Etats-Unis plus de la moitié des familles possèdent des actions, elles sont très inégalement réparties et les revenus qui en sont tirés vont aux plus fortunés.

Il en va de même pour les activités économiques exercées en propre, c'est-à-dire les avoirs investis dans son propre business (un bureau pour un avocat, un cabinet pour un médecin, sa firme «personnelle» pour un investisseur...). 62% sont concentrés aux mains du pour-cent le plus riche et 93% pour les premiers 10%. En ce qui concerne les habitations non utilisées pour soi-même, la répartition est un peu plus équitable. Mais que dire alors des dettes? C'est la catégorie la mieux distribuée au sein de la population: 1% n'en concentre que 5%, 10% que 20%. On comprend l'ampleur de la crise des subprimes dans ces conditions: tout le monde est endetté, y compris les plus «pauvres».

Tableau 6. Part de chaque composante d'avoirs par niveau de fortune aux Etats-Unis en 2007 (en %)

	99-100%	80-99%	20-80%	Moyenne
Propre résidence	10,2	31,8	65,1	32,8
Pensions	5,8	15,9	12,9	12,1
Titres financiers	25,2	15,0	3,6	15,5
Business en propre	52,3	28,5	9,3	31,3
Autres	6,5	8,8	9,1	8,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Edward Wolff, « Recent Trends in Household Wealth in the United States: Rising Debt and the Middle-Class Squeeze—An Update to 2007 », Jerome Levy Economics Institute, Working Paper n°589, mars 2010, p.48 : http://www.levyinstitute.org/files/download.php?file=wp_589.pdf&pubid=1235.

Note : Edward Wolff ne reprend pas les 20% les plus pauvres, car ils n'ont quasiment pas d'actifs.

D'autant que l'avoir détenu principalement par la majorité des familles est leur maison personnelle. C'est ce que montre le tableau 6, qui reprend la composition par actifs pour les différents niveaux de patrimoine.

Pour les plus riches, la possession de sa propre résidence - ce que plus de 98% ont pourtant - ne représente que 10% de la fortune personnelle. En revanche, les activités économiques comme agent ou investisseur assurent plus des trois quarts du patrimoine. Pour la majorité de la population, c'est l'inverse: 65% sont constitués par son habitation résidentielle ; et s'ils ont des actions, c'est à travers un fonds de pension (près de 13%), souvent celui de l'entreprise où ils travaillent.

Ca va aller pire

Il en résulte une inégale répartition dans les revenus, certes moins forte que dans la fortune, mais néanmoins importante. Les spécialistes en la matière sont Emmanuel Saez et Thomas Piketty, qui, à partir des statistiques officielles, en tirent l'évolution des revenus depuis la Première Guerre mondiale. Le graphique suivant (graphique 6) reprend cette progression depuis

1950 seulement. Il compare les revenus réels (en dollars de 2008), avec gains en capital (c'est-à-dire l'évolution du stock de titres financiers et autres), entre le pour-cent le plus riche et les 90% les plus pauvres de la population. A l'origine, nous avons distingué tous les quintiles. Mais, comme les quatre premiers se regroupaient suivant la même tendance, nous les avons agglomérés. Pour effectuer la comparaison, nous avons posé que le revenu réel de 1980 est égal à 100 pour les deux catégories. De ce fait, c'est l'évolution comparée qui est retracée ici et non les niveaux absolus gagnés par les uns et les autres.

Nous avons dressé une ligne de séparation à l'année 1980. Car la situation est bel et bien coupée en deux. Avant 1980, l'avancée des revenus réels est presque parallèle. Il y a en fait un rattrapage des plus pauvres dans les années 50, avec une baisse relative des niveaux les plus élevés. Pendant dix ans, de 1957 à 1966, la progression est quasi identique. A la fin des années 60, les plus riches gagnent un peu de terrain qu'ils reperdent immédiatement avec les crises du début des années 70. Durant ces dernières, la majorité de la population se trouve un peu mieux, car l'activité boursière est quelque peu

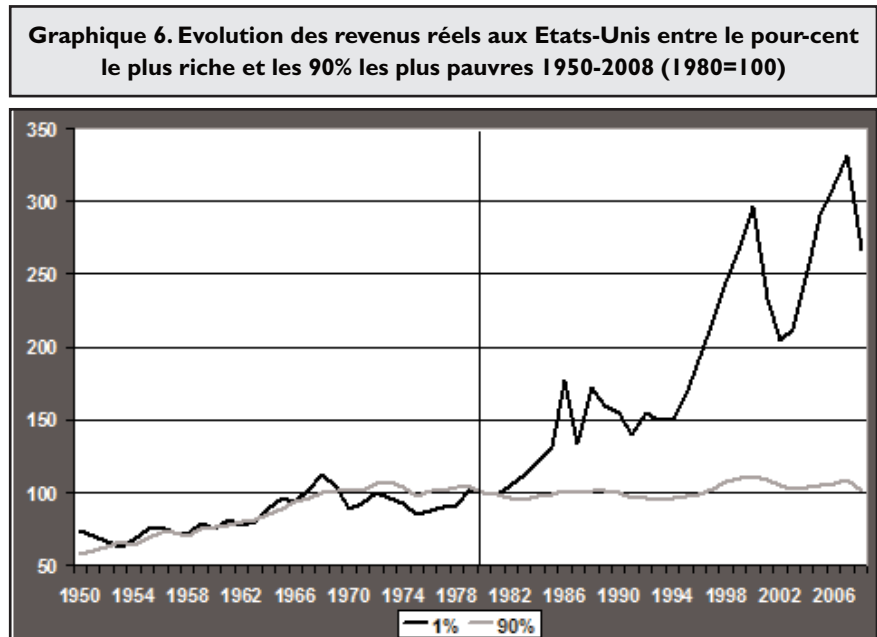
anémiée. C'est évidemment très relatif, car en 1975 et 1976, le pour-cent le plus aisé gagne quand même en moyenne douze fois plus que les 90%. Un rapport qui passe à 14 en 1980. Mais cela reste dans les proportions habituelles depuis la Seconde Guerre mondiale.

La clé du succès

Par la suite, cela change complètement. D'abord, les revenus réels de la majorité de la population n'augmentent quasiment plus, alors qu'ils avaient presque doublé entre 1950 et 1980. En revanche, ceux des plus favorisés s'envolent littéralement, seulement et souvent à peine contrariés par les krachs boursiers qui peuplent les trente années suivantes. En 2007, au sommet de leur « gloire », ils ont été multipliés par 3,3 depuis 1980. A ce moment, une famille riche gagne 42 fois ce que la moyenne de la masse des ménages américains reçoit. On voit ici aussi les effets des politiques néolibérales menées par les administrations Reagan et Bush père et fils et aussi poursuivies (ou en tous les cas non contestées) par les deux législations de Bill Clinton.

On peut aller encore plus loin. Emmanuel Saez et Thomas Piketty détaillent l'origine des revenus. On peut les classer en quatre catégories: les salaires, les rémunérations d'entreprises (bonus, primes et autres), les revenus financiers (dividendes, intérêts et loyers) et les gains en capital. Nous n'avons appliqué cela qu'aux niveaux de richesse les plus élevés, étant donné que plus bas dans l'échelle sociale la majorité des familles vivent uniquement ou principalement de leurs salaires (ou d'un revenu de remplacement). Nous avons donc distingué l'éternel pour-cent le plus aisé, encadré par les 4% qui les suivent dans la hiérarchie sociale et par la crème de l'élite, le 0,01% le plus fortuné. Cela donne le tableau 7.

La classification permet de présenter trois portraits types de ménages aux revenus élevés. D'abord, les 4% qui se situent juste en dessous du top. Ils sont rémunérés en très grande partie par des salaires: près de 73%. Le reste sert d'appoint. Il s'agit sans doute de ca-



Source : Calculé sur base d'Emmanuel Saez et Thomas Piketty, « Income Inequality in the United States, 1913-2008 », Tables and figures updated to 2008, Table 6, July 2010 : <http://elsa.berkeley.edu/~saez/Tab-Fig2008.xls>.

Tableau 7. Répartition dans les sources de revenus pour les niveaux entre 95 et 99% (4%), le pour-cent le plus riche (1%) et le top (0,01%) en 2007 (en %)

	4%	1%	0,01%
Salaires	72,7	37,9	20,5
Entreprises	10,9	19,3	15,4
Finance	7,2	12,6	17,9
Gains en capital	9,2	30,2	46,2
Total	100,0	100,0	100,0

Source : Calculé sur base d'Emmanuel Saez et Thomas Piketty, « Income Inequality in the United States, 1913-2008 », Tables and figures updated to 2008, Table 4, 6 & 7, July 2010: <http://elsa.berkeley.edu/~saez/TabFig2008.xls>.

dres dirigeants de firmes: les avantages propres aux firmes assurent un autre 11% de leurs gains. Ensuite, il y a le pour-cent le plus riche. Cela regroupe diverses situations. Mais, globalement, ils sont payés pour moitié à travers des sources des compagnies mêmes (salaires, bonus, primes, etc.) et pour moitié par des revenus financiers (flux et gains en stock). Probablement, cela représente davantage les conditions de patrons de grandes entreprises qui perçoivent un salaire, quoique ce terme tend ici à la confusion (puisqu'elle sous-tendrait à prétendre que le PDG est un salarié comme un autre), mais également des avantages en capital dont ils peuvent tirer des revenus. Enfin, il y a les plus aisés, le 0,01%. Nous sommes dans le cas véritable du rentier capitaliste. Puisque ce qui est distribué par la firme pour un travail à ce niveau se réduit à un tiers de l'ensemble, alors que les gains venant de la propriété (privée) sont proches des deux tiers. Cette catégorie peut vivre facilement à partir uniquement de ses revenus financiers.

Le tableau révèle une vérité encore plus criante: plus on est riche, plus on vit des revenus du capital. L'inégale répartition dans la propriété des capitaux est à l'origine de la majeure partie des inégalités sociales. A commencer au niveau des revenus. Inutile d'aller plus loin. Si on est pauvre ou du moins pas riche (parce que beaucoup de gens n'aiment pas d'être traités ou même consi-

dérés de pauvres), c'est tout simplement qu'on est privé de l'essentiel du capital, conservé dans une poignée de mains à l'échelle d'un pays comme les Etats-Unis.

Il n'est guère difficile d'étendre ces conclusions au niveau mondial, puisque l'exemple américain peut être établi parce qu'on dispose des statistiques adaptées (ce qui est loin d'être le cas partout, notamment en Belgique). En outre, comme les premières parties de cet article le relatent, les Etats-Unis tirent aussi une partie de leurs revenus et de leurs capitaux des autres

pays.

Notes

1. Edward Wolff, "Recent Trends in Wealth Ownership", Jerome Levy Economics Institute, Working Paper n°300, avril 2000, p.2: <http://www.levy.org/pubs/wp300.pdf>. Les 401k sont un système d'épargne pension individuel, permettant une déduction fiscale importante (401k se réfère à l'article du code fiscal américain).
2. Edward Wolff, « Recent Trends in Household Wealth in the United States: Rising Debt and the Middle-Class Squeeze—An Update to 2007 », Jerome Levy Economics Institute, Working Paper n°589, mars 2010, p.33 : http://www.levyinstitute.org/files/download.php?file=wp_589.pdf&pubid=1235.
3. 18,6% ont une valeur patrimoniale nette nulle ou négative en 2007 (15,5% en 1983).
4. Voir Xavier Dupret, « Les inégalités? Voyez Gini! », Gresea, septembre 2010 : <http://www.gresea.be/ED10XD08giniERFinal.html>.
5. US Census Bureau, « Gini Ratios for Households, by Race and Hispanic Origin of Householder » : <http://www.census.gov/hhes/www/income/data/historical/inequality/h04.xls>.
6. Edward Wolff, op. cit., p.44.

Le monde passe devant ma cage et jamais ne me voit.

Randall Jarrell (1914-1965)

Lorsque j'avais cinq ans les rêves noirs sont arrivés

Rien après ne sera plus tout à fait comme avant.

Louis MacNeice (1907-1963)

Un impôt sur la fortune?

Combien rapporterait un impôt sur les toutes grandes fortunes (plus de 700.000 euros, mettons)? Se livrer à l'exercice n'est pas sans intérêt (théorique, mettons).

Constater qu'il y a une profonde inégalité et injustice sociale dans les économies de marche et à l'échelle mondiale n'est ni original, ni très révolutionnaire. Des instances internationales officielles peuvent l'observer, le décrire et même le dénoncer. Ce que nous avons voulu faire est de préciser l'origine ultra dominante de cette situation: la totale et profonde inégalité dans la répartition dans le capital, c'est-à-dire les titres de propriété des entreprises.

Il ne peut en être autrement car ces bouts de papier servent aussi à déterminer les centres de décision dans les firmes. L'économie de marché ne peut pas être populaire. Les principaux dirigeants tiennent à conserver le pouvoir dans leur compagnie. Mais, en même temps, c'est une source de revenus phénoménale, bien supérieure à ce que peuvent rapporter des années, des décennies, voire des siècles de labeur quotidien. Sauf quand il y a crise économique et krach boursier.

Mais, lorsque le krach survient, comme à l'heure actuelle, ils tentent de restaurer leurs bénéfices le plus rapidement. Et comment le faire si ce n'est en demandant à la population de payer pour une crise qu'elle n'a pas occasionnée? Ce qui ajoute un peu d'injustice dans la société moderne.

Pourtant, ce n'est pas un problème d'argent. Comme le montre le tableau 5, on est en plein paradoxe : à court de fonds, tout le monde se précipite dans les banques pour s'endetter ; mais, d'autre part, s'accumule une richesse dans les mains d'une poignée de détenteurs de capitaux, qui ne savent qu'en faire, sinon en gagner encore davantage.

Alors, si un Etat a besoin de financement, pourquoi aller le demander aux établissements de crédit, s'obligeant à devoir verser des intérêts exorbitants et à en réclamer le paiement au monde du travail? On peut taxer ceux qui possèdent tant et plus de capitaux et de revenus. Il y a sur ce point de nombreuses formules possibles: taxer les transactions financières, les échanges de devises, les plus-values boursières ou immobilières et les revenus les plus élevés...

Mais, puisqu'on discute du patrimoine, il est un moyen qui pourrait rapporter gros: l'impôt sur la fortune. Il existe en France. Il permet à Paris de ramasser annuellement quelque 3 milliards d'euros. Ce qui n'est pas tellement, notamment parce que les pays voisins ne pratiquent pas ce genre de taxes, en particulier la Belgique et la Suisse. Dès lors, une partie des familles fortunées se domicilient dans ces régions pour éviter de payer cet impôt. Ce qui est possible sans harmonisation fiscale le serait beaucoup moins si tout un continent ou toute une zone géographique comme l'Union européenne décidait de se lancer dans cette stratégie fiscale.

Nous avons tenté de calculer ce que pourrait rapporter cette politique à partir des données du récent World Wealth Report². Nous considérons l'entité européenne comme un tout et nous postulons un impôt de 2% sur la fortune financière de plus d'un million de dollars (soit environ 700.000 euros). Nous aboutissons au tableau 9, pour lequel nous établissons deux colonnes, la première fournit les estimations globales, la seconde les évaluations individuelles (par famille).

Ainsi, il y a trois millions de familles disposant en Europe d'un patrimoine financier supérieur à un million de dollars (700.000 euros au taux de

Tableau 8. Calcul d'un impôt de 2% sur la fortune financière des ménages disposant de plus d'un million de dollars en Europe en 2009 (chiffres en millions pour le total, en unités pour l'individuel)

	Total	Par ménage
Nombre (millions)	3	
Montant en dollars	9.500.000	3.166.667
Taux de change	1,4332	
Montant en euros	6.628.524	2.209.508
Tranche non taxée	2.093.218	697.739
Fortune taxable	4.535.306	1.511.769
ISF 2%	90.706	30.235

Source: Calculs sur base de Merrill Lynch et CapGemini, World Wealth Report 2010, p.5 : http://www.us.capgemini.com/DownloadLibrary/files/Capgemini_WWR2010.pdf.

change en cours au 31 décembre 2009, soit 1,4332 dollar pour un euro). Ensemble, elles possèdent un montant évalué à 9.500 milliards de dollars, soit 3.166.667 dollars par ménage en moyenne. Ce qui se traduit en euros par une fortune globale de 6.628,5 milliards d'euros, et 2.209.508 euros par famille. En ne taxant pas les premiers 700.000 euros (en fait 697.739 euros au taux de conversion du 31 décembre 2009) et comme ils sont 3 millions dans ce cas, on enlève environ 2.100 milliards d'euros de la base imposable. Il reste donc 4.535,3 milliards d'euros, et par ménage, 1.511.769 euros en moyenne, sur lesquels on ponctionne mécaniquement 2%. Cela rapporterait donc théoriquement 90,7 milliards d'euros (ou 30.235 euros par ménage).

Un calcul similaire sur la base des données fournies par les éditions précédentes du World Wealth Report indique que les revenus tirés de cet impôt fourniraient entre 65 et 130 milliards d'euros par an, comme le montre le tableau 9.

Tableau 9. Montants estimés que rapporterait un impôt sur la fortune financière (ISF) de 2% par an en Europe

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Familles (millions)	1,8	2,1	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,6	2,8	2,9	3,1	2,6	3,0
Patrimoine (milliards \$)	5.300	6.100	7.300	8.700	8.200	8.400	8.600	8.900	9.400	10.100	10.700	8.300	9.500
Conversion (\$ par €)	1,098	1,174	1,016	0,939	0,890	1,049	1,260	1,354	1,184	1,320	1,460	1,392	1,433
ISF (milliards €)	63,8	68,1	96,5	132,1	130,3	112,5	96,8	93,1	111,5	109,1	104,1	81,9	90,7

Source : Voir tableau précédent.

Le nombre de familles impliquées passe de 1,8 million en 1997 à 3 millions en 2009. Le patrimoine global détenu de 5.300 milliards de dollars en 1997 à 9.500 milliards en 2009. Au taux de change indiqué à la troisième ligne, les recettes tirées de cet impôt sur la fortune (ISF) se chiffrent à 63,8 milliards d'euros en 1997 et à 90,7 milliards en 2009, en passant par un sommet de 132 milliards en 2000, dû à un montant total important et à un taux de change avantageux.

On constate évidemment le caractère théorique de l'exercice, surtout s'il est effectué en dollars. On pourrait avoir des résultats sensiblement différents si les opérations étaient définies directement en euros.

Mais ceci suppose une divulgation transparente de toutes les données financières de la part des ménages fortunés, eux qui généralement se targuent d'être des champions de l'évasion fiscale, en s'établissant dans des régions où la fiscalité est très faible. En d'autres termes, pour pouvoir réellement mettre la main sur une recette fiscale de quelque 100 milliards d'euros par an, il faudrait en même temps:

- imposer un cadastre des fortunes;
- lever les différents secrets bancaires;
- supprimer tous les régimes avantageux pour les entreprises et pour les détenteurs de capitaux, leur offrant la possibilité de déduire telle ou telle somme de la base taxable (comme le précompte mobilier libérateur, que

la Belgique pratique³);

- interdire les relations avec les paradis fiscaux, pas ceux de la liste de l'OCDE⁴ qui refusent même de coopérer avec les autorités européennes pour des enquêtes fiscales, mais tous ceux qui attirent les capitaux en leur promettant des impôts nuls ou très faibles; pour une entité comme l'Union européenne, par exemple, ceci ne devrait poser aucun problème, car les capitaux fuient la taxe à l'étranger, mais ils opèrent au sein des grands blocs économiques, dont l'Europe; ce n'est donc pas le continent européen qui serait perdant dans la fin des transactions avec les îles exotiques et les rochers au-dessus de la mer;

- et, last but not least, lutter en permanence contre la fraude fiscale et se donner les moyens de le faire efficacement.

L'homme à la valise

Le parquet de Düsseldorf a pu retracer la manière dont certains détenteurs de patrimoine financier pouvaient allègrement frauder le fisc allemand, en plaçant l'argent dans un paradis fiscal, le Liechtenstein, au taux d'imposition inexistant. Le possédant doit aller dans une banque qui dispose d'une antenne en Suisse, rencontrer le directeur de l'agence et exposer son envie d'investir à Vaduz. Très civiques, les responsables de l'établissement diront que légalement ils ne peuvent effectuer cette opération, car ils risquent la prison en cas de découverte. Mais qu'à cela ne tienne! Ils ont enregistré la demande et que les clients ne s'impatientent pas, ils vont envoyer quelqu'un qui va pouvoir résoudre le problème.

Effectivement, quelques temps plus tard, un homme venu spécialement de Suisse arrive devant la demeure des investisseurs. Il a une valise et charge les montants à placer dans sa voiture. Il parcourt ainsi des kilomètres pour réaliser la tournée des candidats fraudeurs. Ensuite, il repasse la frontière pour regagner son pays, avec l'argent ainsi accumulé.

L'essentiel est bouclé. La Suisse est reconnue comme le pays du secret bancaire. Donc pas question de divulguer l'origine des fonds, ni leur destination. Or, si l'Allemagne défend de placer en secret au Liechtenstein, ce n'est pas le cas de Berne. Donc la

banque peut légalement placer cet argent récolté à Vaduz, à l'abri des fiscs européens.

Un mécanisme identique a été mis à jour aux Etats-Unis, pointant le géant UBS comme étant un des rouages essentiels de cette évasion. Ce qui a valu une joute diplomatique entre Washington et Berne, les premiers exigeant la divulgation des personnes qui avaient soustrait des avoirs des déclarations fiscales américaines et les seconds arguant du sacro-saint secret bancaire pour ne rien révéler du tout. Finalement, un accord a été conclu pour dévoiler quelques noms au fisc américain et tout est rentré dans l'ordre.

Mais UBS, pourtant pareillement épinglée dans l'affaire de fraude allemande, a toujours pignon sur rue. Elle peut imaginer d'autres stratagèmes pour détourner les plus fortunés de leurs devoirs fiscaux.

Notons aussi qu'à la fois la Suisse et le Liechtenstein se trouvent dans la liste officielle de l'OCDE des pays qui respectent les normes fiscales internationales⁵. Celles-ci comportent essentiellement l'obligation d'échanger sur demande des informations et des renseignements pour des citoyens soupçonnés d'évasion fiscale. En outre, il faut signer douze conventions bilatérales en ce sens pour sortir des listes infâmes. Ainsi, la principauté de Monaco a donc conclu sept accords avec d'autres paradis fiscaux et n'est plus considérée comme non collaborant⁶. Il devient clair aujourd'hui que les classements de l'OCDE n'ont guère de valeur que symbolique. Et les conclusions du G20⁷ de Londres d'avril 2009 annonçant une vaste lutte contre la fraude fiscale ne sont en définitive que du vent. La Suisse, le Liechtenstein et bien d'autres territoires peuvent continuer à offrir un havre de paix aux plus riches, sans être importunés.

Mais que ne pourrait-on faire avec 100 milliards d'euros? D'autant que ceci ne concerne que la fortune financière et qu'il y a à côté le patrimoine immobilier qui pourrait être taxé d'une façon similaire. Voilà de quoi trouver l'argent pour les différents projets essentiels pour la vie en commun, mais qui sont souvent laissés à l'abandon faute de moyens:

- moderniser les écoles, investir dans les instituteurs pour diminuer drastiquement l'échec scolaire;
- construire des logements sociaux et des homes pour personnes âgées, ce qui va devenir crucial étant donné le vieillissement de la population;
- développer et sécuriser des réseaux de transport en commun pour réduire les émissions de CO₂;
- assurer un toit, de la nourriture et un minimum de vie décente pour tous;
- vos avis sont les bienvenus...

Notes

1. Rappelons qu'à des taux d'inflation proches de 1 ou 2%, exiger des ratios d'intérêts de 7, 8, voire 9% comme en Grèce, c'est presque pratiquer de l'usure.

2. Merrill Lynch et CapGemini, World Wealth Report, différentes années.

3. La Belgique pratique le précompte mobilier libératoire. Un détenteur de titres paie comme impôt 15% sur le revenu d'une obligation (intérêt), 25% pour une action (dividende). Ensuite, il n'est plus obligé d'intégrer cette rémunération dans sa déclaration fiscale. Ainsi, un homme fortuné ne versera qu'un impôt de 25% pour ses dividendes, alors que si ceux-ci avaient été globalisés il aurait peut-être dû en fournir 55%. Et un pur rentier peut présenter une déclaration fiscale vierge.

4. Organisation de Coopération et de Développement Economique, club des trente pays les plus riches de la terre.

5. OCDE, «Rapport d'étape sur la mise en œuvre de la norme fiscale internationale par les juridictions examinées par le forum mondial de l'OCDE», 2 juillet 2010: <http://www.oecd.org/dataoecd/53/8/44852878.pdf>.

6. L'Expansion, 1er octobre 2009.

7. Le G20 comprend les 20 pays considérés comme les plus importants de la planète: Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie et Union européenne.

J'ai perdu deux villes, belles toutes deux. Et, plus largement,

Quelques royaumes que je possédais, deux fleuves, un continent.

Ils me manquent, mais ce n'était pas un désastre.

Elizabeth Bishop (1911-1979)

Je connaissais une femme, d'os très jolie ;

Quand les petits oiseaux soupiraient, elle leur soupirait en retour.

Theodore Roethke (1908-1963)

Cela nuit gravement à la santé?

I l n'y a pas que le tabac qui pose problème pour la santé.

Le capitalisme aussi, comme l'ont fameusement proclamés les métallos de la FGTB. Faisons-en notre point de chute.

Qu'on soit jeune ou vieux, homme ou femme, on peut constater l'accumulation des problèmes de tout ordre. Beaucoup de ménages ont du mal à joindre les deux bouts. Certains sont surendettés et ne voient nullement le bout du tunnel. Les indices de pauvreté ont tendance à augmenter un peu partout, même là où autrefois on vantait le modèle social. En même temps, les services auparavant offerts collectivement disparaissent : l'administration fait payer quasiment n'importe quel papier qu'elle rend obligatoire ; les transports en commun deviennent de plus en plus chers ; le logement, l'eau, le gaz et l'électricité aussi ; l'école est de moins en moins « gratuite » ; les ponts et chaussées ne sont pas réparés à temps ; certains immeubles sont délabrés, voire insalubres...

Pour tout cela, la réponse traditionnelle est : « il n'y a pas d'argent ». Eh bien, si. Il y en a même énormément. Il est rassemblé par une poignée de familles extrêmement riches. L'exemple américain peut nous en donner une idée : environ 10% profitent de la situation dans les grands pays capitalistes avancés. Mais, dans ces 10%, 9% se trouvent dans des professions auxiliaires ou secondaires du fonctionnement de ce système : cadres dirigeants des entreprises, patrons de PME¹ performantes ou professions libérales lucratives (avocats, médecins...²)... Un pour-cent est véritablement aux commandes et même une fraction (0,01% sur la base des statistiques des Etats-Unis) vit réellement de ses rentes.

Les 10 millions de familles qui disposent d'un patrimoine financier de

plus d'un million de dollars³, en comptant qu'elles comprennent en moyenne quatre membres (ce qui est large), ne représentent que 0,6% des 6,7 milliards de personnes qui peuplent la planète. Et cette minorité pourrait faire vivre théoriquement toute la terre aux conditions actuelles pendant neuf mois sans travailler uniquement avec leur fortune financière⁴.

Notre raisonnement n'est pas simplement de prétendre : « Tiens, il nous manque de l'argent ; oh, il y en a chez les riches ; prenons-le chez eux. » C'est tout un système qui fonctionne pour enrichir les détenteurs de capitaux. C'est l'objectif affiché et réalisé des politiques de compétitivité menées par les entreprises. C'est cela qui conduit à des salaires maintenus le plus bas possible et des conditions de travail flexibilisées, d'un côté, et à des dividendes et des gains en capital accrus, de l'autre. Et c'est ce phénomène qui aboutit au graphique 6. Comme nous l'avons souligné, c'est l'inégale répartition dans la propriété du capital qui est au centre de tout.

Encore ceci pourrait-il se justifier par une croissance économique où, même mal répartis, les avantages pourraient être tirés également par les plus pauvres ! Mais c'est de moins en moins le cas. La crise récente et surtout sa gravité, alimentée en outre par une avidité sans bornes pour restaurer les profits, les marchés financiers et les dividendes, devraient amener chez tout le monde la question cruciale de l'efficacité du système. Non seulement il est injuste, mais il est de plus d'une efficacité douteuse. On pourrait d'ailleurs affirmer que son caractère inégalitaire est une des causes importantes de son manque de performance globale à long terme. Mais ce serait nous entraîner trop loin dans ce dossier.

Notes

1. Petites et moyennes entreprises.
2. Il s'agit souvent d'une minorité dans le métier : tous les avocats et tous les médecins ne font pas partie de cette caste, loin s'en faut.
3. Ce sont souvent les mêmes qui accaparent les biens immobiliers. La famille Solvay, par exemple, l'une des plus riches de Belgique grâce à la firme du même nom, possède une bonne partie des terrains dans le Brabant wallon.
3. Le calcul est simple : la valeur de leur patrimoine représente environ 75% du PIB mondial sur la période entre 1998 et 2007. Avec la crise actuelle, cette proportion a baissé. Mais nul doute que ces milieux aisés oeuvrent d'arrache-pied pour retrouver ce niveau.

Quelle est la source de cette extrême inégalité des fortunes qui rassemble toutes les richesses en un petit nombre de mains ? Ne sont-ce pas les mauvaises lois, les mauvais gouvernements, enfin tous les vices des sociétés corrompues ?

Maximilien Robespierre
(1758-1794)

Pour en savoir plus

Marc François, documentaliste du Gresea

Des livres

Grandes fortunes: Dynasties familiales et formes de richesse en France/ Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot; Payot, Paris, 2006; 428 pages (Collection : Petite Bibliothèque Payot) - Ouvrage rigoureux et accessible qui synthétise de façon très complète la recherche scientifique des auteurs sociologues sur l'univers des grandes fortunes.

La fortune des Boël: Un énorme patrimoine, une immense dette sociale/ Marco Van Hees; Editions Aden, Bruxelles, 2006; 224 pages - Les Boël cultivent le secret. Cette famille, une des plus riches de Belgique, est pourtant à la tête d'un puissant groupe financier, tandis que ses membres siègent aux conseils d'administration de plusieurs grandes multinationales européennes. Qui sont les Boël ?

World Wealth Report 2010 - Cap Gemini, bureau de consultancy
<http://www.capgemini.com/insights-and-resources/by-publication/world-wealth-report-2010/>

La richesse, terre inconnue (dossier) - Alternatives Economiques hors-série n°25, juillet 1995

Des articles, des dossiers...

Partager les fruits de la croissance (Partage de la valeur ajoutée: un état des lieux. Rapport au Président de la République/ Jean-Philippe Cotis; Les entreprises ne sont pas coupables. Société Civile/ Guillaume Varnier; Les bonus sur la sellette. Le Monde/ Entretien avec Thomas Philippon; Trente ans de déclassement: un débat français. Document de travail du CAS/ Marine Boisson et al.; Le partage de la valeur ajoutée: vers un capitalisme plus juste. Rapport du Conseil

d'analyse économique/ Gilbert Cette, Jacques Delpla et Arnaud Sylvain; Une autre lecture de la crise: produire et distribuer. Les Echos/ Jean-Marc Vitorri) - in: Problèmes économiques n° 2.979, 30 septembre 2009

Les plus grandes fortunes (palmarès) - In: Challenges.fr
<http://www.challenges.fr/classements/fortune.php>

Que les grosses fortunes lèvent le doigt! Samir Gharbi - in: Jeune Afrique, 10 mai 2010

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2572p066-068.xml0/>

A quoi ressemblent les grandes fortunes du monde?/ Guillaume Errard - in: Le Figaro, 26 mai 2011

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2011/05/25/04016-20110525ARTFIG00724-a-quoi-ressemblent-les-grandes-fortunes-du-monde.php>

The World's Billionaires - in: Forbes Magazine

<http://www.forbes.com/wealth/billionaires>

Une vidéo

Ces grandes fortunes qui veulent sauver le monde. Un reportage de François Cesalli et Isabelle Nussbaum - Art, luxe et charité, c'est le credo des millionnaires. Temps Présent dresse le portrait de 6 donateurs suisses fortunés qui veulent faire le bien mais plus seulement en signant des chèques. Soucieux d'efficacité, ils investissent dans une nouvelle philanthropie plus stratégique ou la générosité du cœur cède le pas au professionnalisme.

<http://www.tsr.ch/emissions/temps-present/economie/1340950-ces-grandes-fortunes-qui-veulent-sauver>

le-monde.html

Executive excess 2010: CEO pay and the great recession

- Une étude réalisée par le think-tank américain Institute for Policy Studies montrant quelles les PDGs de 50 entreprises responsables des plus importants licenciements durant la crise économique et financière tout en obtenant des gratifications substantielles (une moyenne de \$12 million càd. 42 pour cent de plus que la moyenne selon l'indice boursier basé sur 500 grandes sociétés cotées sur les bourses américaines "Standard & Poor's 500").

<http://www.ips-dc.org/reports-list.php?start=6>

Une campagne

Ne laissez pas échapper les grosses fortunes! Une campagne organisée par la plate-forme du réseau pour la justice fiscale - http://www.het-grotegeld.be/index.php/les_grosses_fortunes/Nouvelles/show

Des blogs

The World of Wealth - un blog sur le bien-être dans le monde - <http://wealthisgood.blogspot.com/>

Frère Albert, le site des gros patrimoines - Ce site propose des articles de Marco Van Hees sur le pouvoir de l'argent en Belgique -

<http://www.frerealbert.be/fiscalite/impt-sur-la-fortune/taxer-les-grosses-fortunes-rponses-des-objections-courantes/>

Les récentes acquisitions du centre de documentation

Le Monde diplomatique CD-ROM, 43 années d'archives 1968 à 2010 -

Le nouvel accaparement des ressources : comment la politique commerciale de l'Union européenne sur les matières premières sape le développement/ Traidcraft Exchange, Oxfam-Germany, WEED, ALTEC et Comhlamh ; Commission européenne, 2011 ; 59p. -

The financial crisis inquiry report : Final report of the National Commission on the causes of the financial and economic crisis in the United States ; Official government Edition, 2011 ; 662p. -

La loi de la valeur mondialisée : pour un Marx sans rivages/ Samir Amin ; Le Temps des Cerises, 2011 ; 185p. -

Dynamiques de la concertation sociale/ Etienne Arcq, Michel Capron, Evelyne Léonard, Pierre Reman (dir.) ; CRISP, Bxl, 2011 ; 609p. - La dette ou la vie/ ss la dir. de Damien Millet et Eric Toussaint ; Editions Aden, 2011 ; 384p. -

Crises alimentaires & climatique : investir dans l'agriculture paysanne durable. Campagne « Cultivons la terre, la vie, le monde/ Oxfam Solidarité, 2011 ; 39p. -

Défis des sociétés civiles en Afrique/ Coredem ; Ritimo, janvier 2011 ; 142p. - World economic situation and prospects 2011 ; United Nations, Geneva, 2011 ; 204p. - World investment report 2011 : Investing in a low-carbon economy ; UNCTAD, Geneva, 2011 ; 85p. -

De la misère humaine en milieu publicitaire : comment le monde se meurt de notre mode de vie/ Groupe Marcuse ; La découverte, 2010 ; 171p. -

Rights for whom ? Corporations, communities and the environment (Rights for people, rules for bu-

siness)/ European Coalition for Corporate Justice, octobre 2010 ; 22p. -

Hémisphère gauche : une cartographie des nouvelles pensées critiques/ Razmig Keucheyan ; Editions Zones, 2010 ; 324p. -

Recevoir, célébrer, transmettre : trois verbes pour un autre paradigme du socialisme et de l'écologie/ Jean Cornil ; PAC Editions passeurs d'idées, 2010 ; 101p. -

Ontwikkeling & Solidariteit/ Francine Mestrum ; EPO, 2010 ; 261p. -

Parmi les perdants du meilleur des mondes/ Günter Walraff ; La Découverte, 2010 ; 323p. -

Les suds dans la crise/ ss la dir de Philippe Hugon et Pierre Salama ; Revue Tiers Monde hors-série 2010 ; 221p. -

L'eau, un bien public : alternatives démocratiques à la privatisation de l'eau dans le monde entier/ coordonné par Olivier Hoedeman et Satoko Kishimoto ; Editions Charles Léopold Mayer, 2010 ; 322p. -

La transparence en droit des sociétés et en droit financier/ Yves De Cordt, Gaëtane Schaeken Willemaers ; Larcier, 2008 ; 381p. (Droit des sociétés) -

The travels of a T-shirt in the global economy: an economist examines the markets, power and politics of world trade/ Pietra Rivoli; Wiley, 2006 ; 258p. -

Les multinationales et la mise en concurrence des salariés/ Claude Pottier ; L'Harmattan, 2003 ; 250p. (Collection. Travail et Mondialisation)



Bastidon Gilles Cécile, Braselton Jacques et Gilles Philippe, Histoire de la globalisation financière, Paris, Armand Colin, 2010, 376 pages, 34 euros.

Un ouvrage de référence qui s'attaque à un chantier immense : celui de la dimension financière de la mondialisation. En partant des accords de Bretton Woods qui, en 1944, jetèrent les bases d'un système monétaire international régulé à la crise financière de 2008 qui ébranla sans doute plus les convictions des universitaires que celles des décideurs politiques. Cet ouvrage donne une explication très étayée des facteurs qui participèrent au grand basculement des années 70 et 80. Si la période des « Trente glorieuses » verra une extension de l'ère géographique des marchés financiers aux pays du Sud, les années 80 et 90 sont caractérisées par une accélération de la croissance des volumes échangés sur les marchés financiers. Désintermédiation, décloisonnement et déréglementation, les « 3 D » de la globalisation financière sont ici passés en revue, chiffres à l'appui. Sans aucune contestation, ce livre permet une meilleure compréhension de l'instabilité chronique qui frappe l'économie mondiale depuis trois décennies. Seul bémol néanmoins, le caractère technique de certaines démonstrations n'en fait pas un outil à destination du grand public. L'objectif des auteurs n'était sans doute pas celui-là... (B.B.)



Anne Dufresne, Le salaire, un enjeu pour l'euro-syndicalisme. Histoire de la coordination des négociations collectives nationales, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 2010, 205 pages 18 euros.

Alors qu'à l'échelon national, le salaire est, historiquement, au cœur des revendications syndicales, il fut a contrario évacué des débats européens dès le milieu des années 70. Le corset monétariste de l'Union économique et monétaire et la culture du partenariat inhérent au dialogue social européen sont les deux causes évoquées par Anne Dufresne pour expliquer cet état de fait. A partir de ce constat, et sur base d'un travail de terrain considérable, l'auteur analyse les difficultés et les conditions permettant l'émergence d'une coordination syndicale transnationale ayant pour objectif de contrer la politique européenne de modération salariale. Du côté des difficultés, il y a, outre l'hétérogénéité des cultures syndicales nationales, le problème posé par le leadership allemand sur l'euro-syndicalisme. Peut-on attendre une stratégie offensive à l'échelon européen de la part d'organisations syndicales qui ont accompagné une longue dérive salariale dans leur pays ? Enfin, le passage du dialogue social européen vers une véritable négociation collective ne se fera sans doute pas sans un soutien populaire massif aux réseaux et aux initiatives syndicales supranationales. La culture syndicale comme la culture politique européenne reste embryonnaire. A ce titre, le défi reste entier; mais cet ouvrage, par la richesse de son analyse et la pédagogie de son discours, participe sans aucun doute à le relever. (B.B.)



Georges Corm, "Le nouveau gouvernement du monde", La Découverte, 300 pages, 15 euros.

Dans les bonnes feuilles de cet ouvrage publiées dans la presse, la thèse ne pouvait qu'attirer l'attention, et surprendre. Quoi? Les ONG feraient en réalité cause commune avec l'oligarchie qui se partage le monde, l'exploite et le saccage? Corm, en réalité, va plus loin que cela. "Mêmes lorsqu'elles sont contestataires", dit-il, les ONG tendent à développer des "réseaux transnationaux qui mobilisent des milliers de personnes dans une dynamique qui n'est pas inscrite dans un espace géographique donné et ne participe pas à un effort de retour à la cohésion économique et sociale interne de cet espace désarticulé" (nous soulignons). C'est dire que ce livre, qui s'emploie à identifier les cercles concentriques de ce que Corm appelle par une formule heureuse la "bureaucratie du pouvoir mondialisé", dont font donc partie les ONG, mérite le détour. Il ouvre la discussion. Même si, seul bémol, Corm a la fâcheuse manie de vouloir par la même occasion relater tout ce qui entre ciel et terre lui paraît concerner de près ou de loin son propos. C'est son côté compendium, transcrire mille et une données (fiches) déjà connues de tous. Péché mignon. (E.R.)



Le logo du Gresea, c'est une vieille histoire. Il est le fruit d'hésitations, tout comme son nom : on avait, en 1978, pensé à plusieurs noms, dont Groupe d'étude sur le division internationale du travail (GEDIT) ou Groupe de recherche et d'étude sur les stratégies industrielles (GRESI), pour se fixer enfin sur Groupe de recherche pour une Stratégie économique alternative (Gresea), bien connu dans le monde entier.

Même chose, donc, avec le logo. Cela a été d'abord, dans les années quatre-vingt, un G majuscule qui ressemblait furieusement à un emblème managerial électrocuté, genre Distrigaz ou Electrabel.

Ce sera ensuite, bien connue du monde entier, la petite boule à l'encre de chine tracée de main de maître en 1992: le globe terrestre avec, séparant les deux hémisphères, l'acronyme célèbre, GRESEA.

Mais, là, on est en 2011 et, grâce aux talents du graphiste Donald Sturbelle (auteur notamment du logo de la regrettée revue soixante-huitarde "Mai"), la petite boule s'émancipe à nouveau, adopte un planisphère non eurocentrique et se décale avec un grand clin d'œil vers l'avenir, car c'est désormais le Sud qui tire un Nord à la traîne...

Présentée aux côtés d'autres créations de renom le 12 mai 2011 à l'exposition "Logo" organisée à Bruxelles par The Seed Factory (19, avenue des Volontaires à 1160 Bruxelles, visible de 9 à 18 heures jusqu'au 31 août 2011), la nouvelle petite boule qui roule sera bientôt connue, elle aussi, du monde entier. Au minimum.

Le Gresea fait œuvre de "destruction créatrice"

Le Gresea change de peau : nouveau site, nouveau logo . Une cure de jouvence pour un toujours jeune homme. La comparaison avec l'idée nietzschéenne théorisée par l'économiste Joseph Schumpeter s'arrête là. Si la forme change, un site plus lisible au mode d'emploi simplifié, la ligne de

conduite du Gresea reste identique : faire de l'économie autrement. Déconstruire les idées reçues et les lieux communs qui foisonnent dans le discours dominant pour proposer, bien ancrées dans le champ social, des pistes de "stratégies économiques alternatives".

GRESEA Groupe de Recherche pour une Stratégie économique alternative

Qui sommes-nous ? Programmes d'activités Publications News flash Formations Nos liens Contact

► Accueil du site

Rechercher

Dernière mise à jour : jeudi 16 juin 2011.
294 articles, sur le site à ce jour. 928 visites depuis le 6 juin 2011.

Élections au FMI : au suffrage occidental ?
Newsflash n°84
Mercredi 15 juin 2011, par **Erik Rydberg** // **News Flash**

Le nouveau patron du FMI, selon un pronostic bétonné, sera un femme, pas un homme : Ms Lagarde, du bureau d'avocats d'affaires Baker & McKenzie (USA), présentement ministre de l'Économie (France). On ne peut pas vraiment parler d'alternance. Ici et là, cependant, des voix s'élèvent en faveur d'une (...)

[Lire la suite »](#)

Le maréchal est très européen
Jeudi 9 juin 2011, par **Henri Houben** // **Réglementer**

Rédigée en janvier 2011, cette analyse a été publiée dans le n°69 (mars 2011) de la revue Politique et, le 31 janvier 2011, alimenté les débats lors du Midi d'Éconosphères sur le Plan Marshall wallon.

[Lire la suite »](#)

Printemps espagnol
Newsflash n°83
Lundi 6 juin 2011, par **Lise Blanmailland** // **News Flash**

Indignez-vous ! clamait il y a peu l'ancien résistant et déporté Stéphane

Dernières brèves

15/06 — Fiat lux...
En page une du Financial Times (15 juin), une pub d'une boîte française associée à une boîte américaine pour distribuer 300 millions de lampes solaires en Afrique. C'est un peu comme le plan d'électrification de l'ex-URSS en 1920 : le peuple a besoin des Lumières ! A moins que ce ne soit qu'un business comme un autre...

■ **Analyse** ■ **Belwatch**

■ **Europe** ■

Exploitation du Tiers-monde ■

Fusion et acquisition ■

General Motors ■ **Grève** ■

Multinationales ■ **Newsflash** ■

Réglementation des STN ■

Sous-traitance